

DÉVELOPPEMENT Mariant microcrédit et accompagnement social, la fondation Fonkoze soutient les femmes les plus pauvres dans leurs projets. Non sans résultats.

Le microcrédit à la rescousse d'Haïti

Cinq ans après le tremblement de terre de Port-au-Prince, qui a ravagé la capitale d'un des pays les plus pauvres du monde et fait plus de 200 000 victimes, les stigmates de la catastrophe sont toujours visibles. Et l'instabilité politique menace la reconstruction du pays. Certes, les indicateurs sociaux s'améliorent de nouveau : espérance de vie, taux de scolarisation, alimentation, réduction de la pauvreté... Mais cette évolution positive est moins due à la progression de l'activité économique qu'à des financements extérieurs. Ceux de la diaspora haïtienne, nombreuse et active ^[1], comme ceux issus de l'aide internationale. Comment parvenir à stimuler l'activité économique locale, notamment celle des plus pauvres, de sorte qu'ils puissent améliorer leur sort et celui de leur famille ?

La question est à l'origine de Fonkoze. Cette fondation, dont le nom est une abréviation du créole « Fondasyon Kole Zepòl » (collés-épaules, pour symboliser la solidarité en actes), est née en 1994, à l'initiative d'un groupe d'habitants et d'un prêtre haïtien, Joseph Philippe, qui en est toujours le président. L'outil de Fonkoze, c'est la microfinance. Mais une microfinance

particulière, qui marie microcrédit et développement social et s'adresse aux femmes des milieux les plus pauvres, notamment dans les zones éloignées de la capitale. En Haïti, ce sont en effet les femmes qui, le plus souvent, doivent pourvoir aux besoins de leurs enfants. Pour y parvenir, elles s'appuient fréquemment sur une toute petite activité commerciale ou agricole :

par exemple la revente au détail d'une bassine de « piment-bouc » (un piment très fort au goût particulier très apprécié) ou quelques porcellets issus de la dernière portée de leur truie. Développer cette activité, ou s'y lancer, est le meilleur moyen d'améliorer leur sort pour ces femmes dont plus de la moitié vivent en dessous du seuil d'extrême pauvreté (1,25 dollar par jour en monnaie locale, la gourde) ^[2].

Un Ti Kredit de 25 à 60 dollars

Le travail des 45 agences locales de Fonkoze consiste à organiser des groupes de 5 à 6 femmes se connaissant bien et candidates à Ti Kredit, un microcrédit compris entre 25 et 60 dollars. Les groupes géographiquement proches constituent un « centre » : c'est là que les conseillers et les formateurs rencontrent les membres des groupes, leur versent l'argent quand elles vivent trop loin de la succursale et effectuent les recouvrements. Toutefois, avant de verser cet argent, il s'agit de donner aux candidates, dont 40 % sont analphabètes, un minimum de formation pour se lancer dans un petit commerce ou l'améliorer. Puis d'assurer un suivi, aussi bien en matière de gestion que pour faire face aux problèmes de la vie courante, santé, école ou alphabétisation.

Ce maillage territorial étroit et cet accompagnement permettent à Fonkoze de cibler les plus pauvres. Par exemple

Ce maillage territorial étroit et cet accompagnement permettent à Fonkoze de cibler les plus pauvres. Par exemple

Myrta (en haut), qui a vu sa maison détruite pendant le séisme, vit avec ses deux enfants et son mari qui est sans emploi. Elle a bénéficié d'un microcrédit de 25, puis de 70 dollars pour monter et développer un petit commerce de vente de produits alimentaires. Elle participe pour ce faire à un groupe de femmes qui s'entraident (en bas).



FINANCEMENT

D'où vient l'argent ?

Le bras armé de Fonkoze est l'institution financière SFF (Sévis Finansye Fonkoze) au capital de 7,7 millions de dollars, dont la Fondation détient 27 %. Les déficits (800 000 dollars en 2013) sont comblés grâce aux dons qu'elle reçoit. Le capital de SFF provient aussi des églises protestantes et catholiques, des personnes privées (dont beaucoup sont regroupées au sein d'une organisation philanthropique américaine, Fonkoze USA), une des sociétés de téléphonie haïtiennes (Digicel)

et une coopérative européenne spécialisée dans la finance solidaire, Oikocredit. D'origine néerlandaise, mais également implantée en France^[1], Oikocredit se finance auprès de particuliers sous la forme de placements (labellisés Finansol) qu'elle utilise pour prêter ou investir en capital dans des activités productives à fort contenu social.

[1] Oikocredit Franche-Comté-Bourgogne, 12 rue des chardonnerets, 25700 Valentigney, courriel : france@oikocredit.org



Chemen Lavi Miyò (Chemin vers une vie meilleure) consiste à fournir aux membres les plus démunis une petite subvention en espèces et un accompagnement hebdomadaire afin d'attendre les premiers résultats de leur nouvelle activité commerciale. Mais ce programme procure aussi de quoi construire une case sur un sol en ciment avec un toit de tôle et des latrines : le ciment rend l'habitat plus sain, la tôle permet de récupérer l'eau de pluie pour la consommation, les latrines d'éviter la dispersion des germes fécaux. L'originalité de Fonkoze réside dans ce mixage d'aide (financée par les dons que reçoit la fondation), d'accompagnement social et de microcrédit.

Et les résultats sont au rendez-vous. Pas spectaculaires, mais bien réels : au terme des six mois que dure Ti

Kredi, l'insécurité alimentaire des familles concernées a reculé de 35 % à 27 % ; l'habitat s'est amélioré et le prêt a été remboursé dans 95 % des cas. Malgré des taux d'intérêt que nous jugerions scandaleusement élevé en France : environ 1 % par semaine sur le montant restant à rembourser. Mais ce taux – qui s'explique par le coût

57 000

femmes ont bénéficié en 2013 d'un microcrédit Solidarity d'en moyenne 250 dollars.

élevé du suivi et du recouvrement de prêts minuscules – est à comparer avec celui des usuriers locaux : jusqu'à 100 % par mois ! Un tel taux incite aussi les femmes à s'engager dans des activités suffisamment génératrices de revenus. Paradoxalement (pour un œil occidental), l'obligation du remboursement et du paiement des intérêts, couplés à l'accompagnement professionnel, se révèlent être les leviers de ce développement. Et comme les femmes du groupe

doivent compenser en cas de non-remboursement de l'une d'entre elles, la solidarité du groupe joue dans le même sens.

Un avenir meilleur

Ti Kredi n'est qu'une étape pour la plupart des membres du groupe. A son terme, plus de huit femmes sur dix décident de poursuivre dans un programme plus ambitieux, Solidarity. Il s'agit toujours de microcrédit, mais plus important (en moyenne autour de 250 dollars), donc sur des durées plus longues. Mais toujours au sein d'un groupe : en 2013, il y en avait 12 000, regroupant 57 000 femmes vivant en dessous ou juste au-dessus du seuil de pauvreté.

Ces *ti machann* (petites marchandes) sont le débouché principal ou unique de 60 % des agriculteurs haïtiens produisant des légumes ou des fruits (mangues, mandarines...). Avec ces programmes, elles se familiarisent avec la détention d'un compte d'épargne à Fonkoze.

Ce qui leur évite aussi d'avoir à stocker de l'argent liquide chez elles pour leur prochaine échéance ou leurs achats de gros. Ce compte leur permet également de recevoir des transferts de fonds en provenance de membres de leur famille émigrés aux Etats-Unis ou ailleurs.

Tout compte fait, toutes ces initiatives ne sont-elles pas cependant qu'une goutte d'eau dans un océan de détresse ? En partie évidemment, car ce n'est pas le microcrédit qui, à lui seul, permettra au pays de sortir de la misère, ni ne palliera la carence des institutions. Mais en renforçant l'activité économique à la base, Fonkoze participe au développement. Surtout, elle permet à une partie des plus pauvres de construire eux-mêmes un avenir meilleur.

■ Denis Clerc

[1] Voir la désignation récente de Michaëlle Jean, canadienne d'origine haïtienne, à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie.

[2] Le taux de change actuel est de 48 gourdes pour un dollar.